Cahiers de Psychologie Politique

N° 31 | 2017
numéro 31 - Octobre 2017

Nouvelles idéologies ? Le cas chilien

Jacques LE BOURGEOIS

Édition électronique :
URL : https://cpp.numerev.com/articles/revue-31/1944-nouvelles-ideologies-le-cas-chilien
DOI : numerev_1132
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 02/10/2017

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : LE BOURGEOIS, J. (2017) Nouvelles idéologies ? Le cas chilien. *Cahiers de Psychologie Politique*, (31). https://doi.org/10.34745/numerev_1132

Mots-clés :

Dès la fin des années cinquante, aux Etats Unis, un mouvement intellectuel annonçait que les idéologies avaient disparu. Or la période de la Guerre Froide qui commençait fut celle de l'antagonisme entre capitalisme et communisme, les deux idéologies dominantes de cette deuxième moitié du émeXXème siècle. A travers les interstices de cette rivalité va percer une « troisième voie », celle des non alignés, qui, le plus souvent, s'idéologisera[1]. L'effondrement du bloc soviétique, en 1991, marque la victoire du camp capitaliste sur le communisme. Pourtant, Marc Lazar, dans l'Histoire de décembre 2010[2], sous le titre « Une passion non éteinte » démontre la survivance de l'idéologie que l'on disait défunte et sa transformation. D'autres surgissent comme nous le démontre Lyman Tower Sargent[3]. Il les qualifie de « contemporaines ». Mais sont-elles fondamentalement nouvelles ou ne sont-elles qu'une forme évolutive d'idées pérennes. Leur évolution n'est-elle pas plutôt à la fois le résultat d'une érosion pour les unes et de résurgences pour d'autres, et de représentations permanentes inscrites dans les mentalités, de syncrétismes ou de radicalismes dont l'homme ne peut se passer écartelé entre sa vision d'un futur parfois utopique et les contraintes qu'il s'évertue de surmonter. L'Histoire nous montre que si les empires meurent, les idées perdurent. Concevoir un système idéal a de tout temps été le moteur de l'Histoire humaine. En conséquence parler de mort des idéologies s'apparente à la chronique d'une mort annoncée, mais non aboutie.

Notre propos sera d'analyser ce phénomène à la lumière de ce qui se passe aujourd´hui au Chili. Ce pays d'Amérique latine est depuis plus de six mois en proie à un mouvement étudiant, capitalisant l'appui de près de 80 % de la population contre un gouvernement de droite[4]. Le mouvement est qualifié d'idéologique tant par la presse, majoritairement de droite, que par les soutiens politiques, économiques et sociaux de tendance conservatrice. Si les jeunes leaders du mouvement admettent leurs racines idéologiques, ils soulignent sa transversalité sociologique et dénoncent à leur tour l'intransigeance politique, totalement imprégnée de l'idéologie néolibérale. Nous sommes en présence de deux logiques contradictoires, représentant deux visions du monde. Bien que s'inscrivant ou se réclamant de la démocratie, ces deux systèmes d'idées s'opposent. Le mouvement étudiant réclame son droit à l'éducation, publique égalitaire et gratuite. Le courant conservateur s'appuie sur une vision mercantile. De la bouche même du président Piñera, « Todo se paga[5] ». L'éducation est un produit de consommation. Au-delà de la sémantique qui le plus souvent donne une teinture

péjorative à la notion d'idéologie, nous nous intéresserons aux fondements de ces deux visions du monde et de l'histoire humaine. Nous nous efforcerons de comprendre le processus qui conduit à une idéologisation. Il nous faudra distinguer le fond de la forme. Nous observerons enfin que plutôt de « mort » d'idéologies, il serait préférable de parler de résurgence d'idées pérennes qui, au gré de l'évolution générale, revêtent un nouveau vocabulaire, disposent de nouveaux moyens de diffusion, sans renier l'objectif fondamental, la recherche d'un système idéal d'idées, de pensée qui imprègne le tout, une certaine vision du monde, le plus souvent utopique, mais aussi réaliste. Pour comprendre l'histoire des idéologies, il nous faudra les resituer, à l'instar de Michel Vovelle, dans le contexte de l'évolution de la pensée, le tout inscrit dans celle des mentalités, le temps long de l'Histoire.

Regards sur le passé

Il ne s'agit pas de faire ici un historique des idéologies. Mais tout simplement de revenir rapidement sur l'évolution de la notion.

Le terme « idéologie » apparaît à la fin du 18ème siècle sous la plume de Destutt de Tracy pour désigner l'étude des idées. Le même va animer un groupe, dit des « idéologues ». Cette approche originelle s'inscrit dans le contexte d'une révolution intellectuelle, celle des lumières, laquelle remet en cause l'explication déterministe et divine qui imprégnait alors tout raisonnement. Par idéologie, on entendait donc la conception d'un système de pensée cohérent et logique fondé sur des explications scientifiques. Nous devons remarquer à ce stade que si la notion date de ce siècle, toutes les civilisations ont cherché à développer des systèmes de valeurs et de pensée qui s'apparentent à la définition qu'en donne Destutt6. A défaut de terminologie, cette propension humaine est ancienne et largement répandue.

Saint-Simon, athée et influencé par les idéologues, va, tout en maintenant le concept hors de toute influence divine, lui conférer une certaine religiosité tout en l'intégrant dans une conception physiologique des relations sociales. Les sciences se substituent à la religion et le progrès scientifique en devint le credo. On voit percer ici l'une des premières caractéristiques que nous connaissons aujourd`hui des idéologies, et en même temps leur travers majeur, la croyance indéfectible en une explication monocausale. La tentation doctrinaire n'est pas loin.

Au milieu du 19ème siècle, Marx va donner une nouvelle approche à l'idéologie. Son analyse est critique. Selon lui, c'est sans aucun doute une construction intellectuelle qui explique et justifie un ordre social, mais elle offre une vision trompeuse du monde. Il définit comme idéologique tout ensemble d'illusions politiques produit par l'expérience sociale d'une classe, celle-ci étant définie par son rôle économique. Engels renchérit en précisant que l'idéologie est un processus que le soi-disant penseur accomplit sans doute consciemment, mais avec une conscience fausse. On voit donc apparaître ici deux nouvelles idées, d'abord l'approche socio-économique, ensuite l'idée d'illusion ou d' utopie. Ceci fera dire à Karl Manheim, s'appuyant sur l'approche de Althuser que les

idéologies seraient des illusions qui empêcheraient les membres d'une classe de comprendre leur véritable place dans la société.

Ces deux dernières définitions sont en fait des interprétations de ce que furent les idéologies du nazisme, du fascisme et du communisme telles que les ont développées et mises en application jusqu'au paroxysme les régimes totalitaires en particulier nazi et soviétique, au cours du début du 20ème siècle. C'est cette dernière image que nous conservons le plus souvent à notre esprit lorsque nous parlons aujourd'hui d'idéologie, à la fois miroir et repoussoir, d'un idéal que l'on envie ou que l'on exècre. Mais sur ces derniers phénomènes, je retiendrai plus particulièrement l'approche d'Annah Arendt, qui y perçoit non plus seulement l'ancrage dans un concept intellectuel, mais lui préfère l'enchainement des idées qui participent à sa construction ou en sont les conséquences, sa logique. « Une idéologie est très littéralement ce que son nom indique. Elle est la logique d'une idée.[7] ».

Pour terminer, je citerai la définition qu'en donne Lyman Tower Sargent : « Une idéologie est un système de valeurs ou de pensée accepté comme un fait établi ou comme une vérité par un groupe donné.... Les idéologies sont des convictions ordonnées ou structurées. »[8].

Il résulte de cette rétrospective que selon l'approche politique, sociologique, philosophique, psychologique ou historique, une idéologie étant une représentation, une interprétation, elle ne peut être monolithique. Elle subit une érosion. Même si un régime politique cherche à imposer une doctrine officielle, des fissures apparaissent toujours. Plus la société se complexifie, moins le manichéisme peut avoir de prise. A la confrontation du noir et du blanc, se substituent le plus souvent le gris, le compromis et la synthèse. Toutefois il m'apparaît clair que, (sans doute est-ce ma vision d'historien attaché à la pensée de Braudel), dans la longue durée, on observe autant de permanences que de changements, et que les mentalités restent imprégnées d'acquis, de mémoires, tout en les interprétant différemment selon l'époque considérée. Les peuples de toute civilisation et de toute époque ont organisé leurs sociétés en fonction d'idéaux, de valeurs et d'objectifs à la fois résultats d'expériences passées ou de mémoires transmises et interprétées au filtre de leurs propres croyances ou convictions, elles-mêmes devenues consciemment et inconsciemment idéologiques.

Il importe donc de différencier le contenu du contenant, même si parfois et l'on pourrait dire souvent l'idéologie a tendance à brouiller les deux.

Les événements actuels du Chili

Le Chili est depuis plus de 6 mois en proie à un mouvement étudiant qui remet en cause un choix politique, une certaine vision de la société. Ses détracteurs accusent son caractère idéologique. Mais il est manifeste que sont confrontées ici deux visions idéologiques.

Partons par les revendications estudiantines. Tout a commencé en avril 2011 par une revendication matérielle et basique, la gratuité du transport scolaire. Mais très rapidement les étudiants ont indiqué que leurs réclamations allaient au-delà de ce seul point. Ils ont démontré à juste titre le coût excessif de leurs études et l'endettement anormal qui en résultait. En effet, le choix éducatif fait dès la période de la dictature, et confirmé avec le retour à la démocratie, s'appuie sur le principe de la privatisation et celui de la subsidiarité de l'Etat sous la forme de la municipalisation. Ceci se traduisit par une diminution drastique des ressources au profit du secteur public et eut pour conséquence une perte inexorable de la qualité de l'enseignement accentuant l'inégalité sociale au profit des couches plus aisées, nettement minoritaires. Les étudiants universitaires, notamment ceux issus des classes moyennes et populaires, se virent confrontés à la nécessité d'un endettement prenant des formes catastrophiques pour mener à bien leurs études.

Quelques chiffres : Le coût des études supérieures, au Chili, selon les chiffres publiés par l'OCDE9, représentent 22,7 % du PIB chilien, soit 3400 dollars annuels. Ce chiffre est supérieur à ceux des Etats-Unis, de la Grande Bretagne, de l'Australie et du Japon, alors que le niveau de vie moyen, au Chili, est deux fois voire trois fois inférieur. 85 % du coût sont ainsi à la charge des familles, alors que l'Etat n'y consacre que 15 %, aides incluses. Le coût du crédit est tel que le financement terminal d'études, s'élevant au départ entre 3 et 5 millions de pesos, atteint des sommets compris, selon la carrière et les intérêts bancaires, entre 15 et 22 millions de pesos. Il résulte de cela une charge énorme pour les familles, donc une ségrégation inévitable. Car les plus défavorisés sont les plus affectés. En particulier les classes moyennes et basses. L'enquête menée par Margarita Iglesias Saldaña révèle les disparités sociales inhérentes au système éducatif chilien : « Si 91,4 % des enfants sont scolarisés à l'école primaire, 81,7 % le sont au niveau du secondaire et seuls 27,7 % parviennent à l'éducation supérieure. Et sur ce pourcentage seul 36 % terminent leurs études. Mais parmi ceux-ci, 51 % sont issus des classes aisées. Seuls 9 % d'entre eux appartiennent aux classes populaires. De plus 29 % des étudiants sont citadins et 9 % proviennent des zones rurales10 ». Non seulement on observe une différence criante entre les classes sociales, mais aussi entre les villes et la campagne. L'étude souligne « Nunca el sistema de educación chileno había sido mas injusto y discriminatorio.11" Rappelons que le salaire minimum au Chili est de 180 000 pesos mensuels12. Ceci explique pourquoi le mouvement va rapidement prendre une dimension sociale inédite. Récemment, dans une intervention face à la presse internationale, le porte parole du gouvernement, le ministre Chadwick, pour la première fois le 25 octobre 2011, reconnaît que cette revendication est « nationale, transversale et puissante, jamais vue depuis près de 40 ans ». Selon les deux derniers sondages effectués au cours des mois d'août et septembre, le mouvement étudiant recevait près de 80 % d'appui de la population chilienne, en dépit d'une politique de discréditation exercée tant par le gouvernement, que par ses appuis politiques et sociaux et toute la presse de droite qui regroupe 100 % des médias télévisuels et près de 90 % des quotidiens et des revues.

Le mouvement étudiant exprime en fait une indignation générale face à des abus permanents, provenant d'un système politique et économique spécifique, le

néolibéralisme. Un plébiscite populaire sera organisé par un mouvement citoyen début septembre sur le thème. Il va recueillir 1 500 000 voix dont 90 % se prononcent pour une éducation publique, gratuite et de qualité. La presse y fera à peine référence. Les résultats transmis officiellement aux autorités restent toujours sans commentaire. Nous assistons donc à la remise en cause du système éducatif en vigueur et à la revendication d'un autre, social, égalitaire et démocratique. Il s'agit donc bien d'une autre vision du monde, d'une autre approche politique, sociale et économique. Ce n'est qu'au terme de 6 mois de manifestations hebdomadaires regroupant entre 50 000, à ses débuts et plus de 100 000 personnes pour les dernières (pour la seule ville de Santiago), que le gouvernement a donné des signes d'ouverture en appelant au dialogue. Toutefois, le mouvement se poursuit, car les premières réunions ont mis en évidence le fossé séparant les positions. Chaque camp se renvoie les accusations d'intransigeance.

Les « ouvertures » gouvernementales sont davantage matérielles et superficielles que fondamentales. Il se fait mesquin sur le thème de la gratuité, refuse tout débat sur la notion d'enrichissement qui caractérise le gros des universités et des établissements privés et propose une politique de subventions qui favorise le privé au détriment du public. La violence est le plus souvent sa façon de réagir : répression policière, propos disqualifiants et discriminatoires, menaces y compris à l'encontre des juges accusés de laxisme. L'enjeu actuel est le vote du budget 2012 qui, malgré une politique de communication dithyrambique, souligne une fois de plus la réticence du gouvernement à faire l'effort demandé au profit du secteur public. La commission parlementaire en charge de l'éducation l'a rejeté[13].

La situation est donc critique. D'une part le dialogue a bien des difficultés à se renouer, car figé sur des positions radicalement antagonistes, d'autre part les étudiants sont décidés à perdre la totalité de leur année[14] et à poursuivre le mouvement la prochaine année. Enfin la revendication étudiante a généré et cristallisé un flot d'autres revendications sociales, politiques et économiques remettant en cause ni plus ni moins qu'un choix de société. Ses détracteurs accusent le caractère idéologique des leadeurs étudiants, en soulignant leur appartenance aux jeunesses communistes. Ils agitent l'épouvantail communiste, tentant de réveiller la réaction à la menace qui a marqué l'antagonisme de la Guerre froide et qui a servi de fondement aux explications historiques de la dictature. Deux logiques s'affrontent, l'une obéissant à l'idéologie néolibérale, l'autre exigeant une véritable démocratie.

L'idéologie néolibérale

La pensée néolibérale fut l'un des piliers sur lesquels se fondait le projet politique de la dictature chilienne.[15] La politique conversationniste qui marquera le retour à la démocratie au début des années 90 la reprendra dans son intégralité, tout en y apportant quelques timides mesures sociales. Une expression a d'ailleurs cours et peut se vérifier en dépit de son caractère caricatural, « le Chili, laboratoire du néolibéralisme[16] ».

Introduit par les Chicago's boys, le modèle imaginé par Milton Friedman sert initialement à la transformation économique du pays. Mais cette conception du marché ira rapidement au-delà du seul terrain qui le concernait. L'école de Chicago pénètre au Chili par le biais d'accords universitaires passés entre l'Université catholique de Santiago et l'université de Chicago en 1955. Elle prône un discours véritablement idéologique dès la Convention du CESEC en 1967. Sa trilogie est la suivante : privatisation, suppression de tout obstacle au libre marché et réduction au strict minimum des dépenses publiques. Mais ceci a pour conséquence de modifier le système syndical en le dépolitisant, d'instiller un nouveau comportement de l'individu en en faisant un consommateur et de subordonner la politique à l'économique. Ce concept bouleverse l'équilibre social en atrophiant l'Etat. Naomi Klein caractèrise ainsi l'idéologie néolibérale : « Sus principales caracteristicas consisten en una gran transferencia de riqueza publica hacia la propriedad privada- a menudo acompañada de un creciente endeudamiento- el incremiento de las distancias entre los inmensamente ricos y los pobres descartables, y un nacionalismo agresivo que justifica un cheque en blanco en gastos de defensa y seguridad.17 ». Mais cette ambition ne s'arrête pas là. On assiège le terrain philosophique en introduisant, sous le principe de la liberté d'entreprendre et de consommer, une nouvelle conception de la notion de liberté. Le principe fondamental repose sur le marché libre lequel garantit la liberté individuelle. Ce n'est ni l'Etat, ni le pouvoir social et encore moins celui du peuple qui suppose et assure celle-ci. La liberté économique est la condition sine qua non de la liberté politique. La notion d'égalité en découle. Celle-ci n'est plus une égalité de droit accordée à tous, mais un privilège réservé à ceux qui cumulent chance, travail et capacités pour réussir. Selon cette logique, l'économie prime plutôt que le politique, s'impose à lui et l'instrumentalise. Le savoir économique devient le paradigme de l'expertise. L'organisation sociale et culturelle est conçue dans la perspective mercantile. Elle diffuse, dans un contexte mondialiste auquel le pays ouvert au marché libre international est livré, une néo-culture : le consumisme. Cette idéologie débouche sur une conception matérialiste et technocratique de la société, celle du pouvoir remis entre les mains des experts de la finance. Alors qu'elle affirme secréter l'esprit d'initiative donc de liberté individuelle, elle génère une masse de consommateurs illusionnés par des offres mirifiques, mais trompeuses. L'endettement est devenu une mode, un modus vivendi, corsetant l'individu dans une dépendance dont il ne peut plus s'extraire. Fondée sur le profit, elle favorise l'inégalité et l'exclusion de tous ceux qui, par malchance, par inaptitude ou par refus philosophique ou politique, se placent en marge. Le système en fait des antisociaux, voire des anormaux. Universelle et omnipotente, elle s'érige en dogme aux tendances totalisantes. Elle se fait religion18.

Au Chili, le système néolibéral est allé au bout de sa logique. Tout ou presque à été privatisé. Le marché ne respecte pas de normes. Il s'autorégule. L'Etat que la Constitution affirme pourtant régulateur et contrôleur a vu ses capacités d'intervention réduites à leur strict minimum. Son autorité est plus souvent symbolique que réelle. Ainsi parler de démocratie nous paraît factice. La dépréciation du système politique en place est telle que plus de 4 millions de personnes ne votent pas, majoritairement les jeunes. Il s'agit en fait d'un système oligarchique, déconnecté du reste de la société,

dont les institutions ont même perdu de leur crédibilité. Les exemples foisonnent. L'entente par cartels, pourtant interdite, fait fi de la libre concurrence pour imposer des prix anormalement élevés au moment propice pour faire du bénéfice. L'affaire des quatre grandes pharmacies accusées de telles manœuvres, poursuivies en justice depuis plus de trois ans, est toujours sans suite. Les banques opposent leur veto aux velléités de l'Etat lorsqu'il s'agit de durcir les contrôles. Et l'Etat s'exécute. La récente affaire La Polar révèle une escroquerie gigantesque opérée par un géant du *retail* affectant plus d'un million de clients dont on reconditionnait les dettes sans leur demander leur consentement, tout cela depuis dix ans. Le plus grave est que ce cas exemplaire a mis en évidence les relations étroites qui existent entre le monde des affaires et le monde politique, au point que la préoccupation porte davantage sur la survie de l'entreprise pour préserver les avoirs financiers des plus gros que sur la situation tant des consommateurs que celle des petits épargnants qui ont été éblouis par des gains financiers attrayants, mais fallacieux. Les chiffres d'affaires avaient été truqués sciemment par les dirigeants, avec l'assentiment des organismes vérificateurs. Les politiques n'ont rien vu, rien dit, ni rien fait. Sans doute trop confiants dans un système qu'ils croyaient sans faille, ou trop empêtrés par leurs conflits d'intérêt. Dans un tel contexte, la désaffection pour les institutions se fait alarmante : les partis politiques voient leur crédibilité tomber à des taux situés entre 10 et 15 %, celle des deux chambres, les députés et le sénat, ne franchit pas la barre des 10 %. Les Carabiñeros, pourtant les mieux appréciés, ont vu la leur chuter à 40 %.19 Quant au gouvernement, il ne reçoit que 24 % d'appui. Même ses soutiens traditionnels qui ont permis son accession au pouvoir l'abandonnent.

Peut-on parler d'idéologie néo libérale ?

En ce qui nous concerne et au vu des explications avancées dans le premier paragraphe, la réponse est résolument affirmative. Il s'agit bien d'une certaine conception du monde, d'un système de pensée organisé autour d'idées qui s'érigent en principes. On retrouve ici la conception initiale de Destutt. Le progrès technique et technocratique est présenté comme la clé de voûte du développement humain à l'échelle planétaire. On y a sacrifié pendant plus d'un siècle, (et le processus est toujours en cours), des millions de vies humaines et notre environnement au point de mettre en péril notre planète. Ce système s'impose par le haut, par l'oligarchie au pouvoir, grâce à une politique de communication suggestive, voire agressive. Ce mode de pensée a généré une logique, celle du marché libre auto régulé. Pour Milton Friedman l'économie est une science exacte qui ne fonctionne pleinement que dans un contexte épuré de toutes distorsions. Conçue et théorisée par un esprit « puriste », cette logique sera menée à son paroxysme au Chili : accélération et généralisation du processus de privatisation, réduction à leur strict minimum des dépenses publiques et aides sociales, considérées comme des « distorsions », compétitivité outrancière, absence de normes, idée d'autorégulation. Le Chili fut véritablement le laboratoire de

cette nouvelle pensée par le biais des Chicago's boys. Autre caractéristique est qu'elle fut imposée par la force, la violence des armes lors du coup d'Etat, puis la politique de terreur qui suivra. A ce stade, le concept de capitalisme sauvage laisse un goût suranné. Car il s'agit d'une entreprise de modélisation de la pensée selon un schéma unique et violent. Cette idéologie a secrété une culture de l'illusion vécue autant consciemment qu'inconsciemment : l'idée que le progrès promet un futur meilleur et un homme nouveau. Nous retrouvons là les approches de Althuser et de Mannheim. Cette croyance est si bien ancrée dans les mentalités que l'on n'ose pas remettre en cause ses fondements, tant par esprit de doctrine que par crainte de ne pas vivre ses rêves. Les médias, amplement dominés par les grands groupes d'affaires internationaux, contribuent à sa diffusion mondiale. Leur quasi monopole, s'appuyant sur une connaissance approfondie des désirs et des rêves de chacun, entretient cette illusion au point d'en faire une réalité, une vérité unique et absolue. Cette logique a un pouvoir totalisant auquel il est difficile pour tout un chacun d'échapper. A ce stade, non seulement, nous avons à faire à une idéologie, mais elle se fait totalitaire. Elle irrigue l'ensemble du tissu social, accapare et transforme les mentalités qu'elle assujettit littéralement. Elle s'impose le plus souvent par la force : de la violence psychologique à la violence physique[20]. Cependant elle s'est développée dans un contexte démocratique au point de le transformer. Car la notion de démocratie, bien que posée en exergue de toutes ces entreprises, a subi une profonde mutation, je dirais même une dégénérescence. Elle n'est plus qu'une coquille vide, une façade que l'on affiche, mais qui permet de transgresser toutes les règles qu'elle s'était elle-même données : le droit d'expression, la liberté de circulation, toutes régulées, contingentés, restreintes et contrôlées sous le prétexte qu'elles pourraient contrecarrer l'objectif premier : la liberté du marché. Le bien public n'est plus le bien de tous, mais celui d'une minorité. Celle qui détient le pouvoir à travers l'argent. On sacrifie les économies nationales pour sauvegarder le seul secteur bancaire, comme nous l'a démontré la dernière crise de 2008-2009. Les Etats sont prêts à s'engager dans des aventures périlleuses pour préserver les intérêts de quelques transnationales. Les Droits de l'Homme ont servi à justifier l'invasion de pays, comme l'Afghanistan et la prise de possession de ressources pétrolières, les derniers événements lybiens.[21] Tout en défendant les droits de l'Homme, au nom du principe sécuritaire, on maintient les actes de torture que l'on se contente de baptiser « interrogatoires contraignants ». Au nom de la démocratie, ceux qui avaient condamné les camps de concentration et le racisme ferment les yeux sur les murs qui séparent les peuples et ouvrent des camps de prisonniers clandestins dans l'unique but de protéger leur système. On n'hésite pas à instrumentaliser les organismes internationaux pour légitimer ces actions. On constate ainsi que cette idéologie a littéralement perverti les idées fondamentales au nom de la logique qu'elle véhiculait et qui l'animait. Comme l'écrivait Annah Arendt, parlant des Etats totalitaires, « la logique importe davantage que le contenu ». On constate avec stupeur que l'idéologie néolibérale prend le même chemin que les idéologies totalitaires qu'elle décriait, à la différence que tout ceci se fait dans un contexte démocratique.

Bien qu'apparaissant au cours des années 50, puis se généralisant depuis les années 70 puis 90, les fondements de cette idéologie plongent leurs racines dans une plus

ancienne, celle du capitalisme, lui-même ayant pour origine l'émergence de la société industrielle dès le 18ème siècle. Il s'agit sans doute d'une rupture avec la pensée keynésienne, celle d'un compromis passé entre l'Etat et le privé. Mais son origine est unique, la conquête du marché et l'idée que le progrès de l'humanité repose sur l'accumulation du capital. Sa forme néolibérale est moderne, mais elle n'est que l'excroissance de la première. Les principes fondamentaux sont les mêmes. Cette idéologie contemporaine n'est que la prolongation, la transformation d'un courant de pensée ancien. Le vocabulaire a sans nul doute changé, il s'est modernisé. Les modes d'action se sont complexifiés, diversifiés et ont vu leurs effets amplifiés par le phénomène de la mondialisation. C'est ainsi que le résume Stéphane Hessel : « La globalizacion ha convertido en un modelo a imitar el desarollo cultural de los paises mas ricos, a veces de los paises mas poderosos »22. Mais l'idéal originel est resté inchangé : le développement humain repose essentiellement sur le progrès technique et économique, clé de son bonheur futur.

Peut-on parler d'idéologie du mouvement étudiant ?

Le qualificatif d'idéologique attribué par les opposants au mouvement étudiant du Chili, nous l'avons déjà signalé, tient avant tout du discours. Ils critiquent, afin de les discréditer, l'appartenance politique des leaders les plus en vue, dont certains appartiennent aux jeunesses communistes. Cependant, nous devons souligner que la volonté du mouvement est l'expression d'une collectivité qui s'exprime par vote à bulletins secrets et non celle de quelques membres. Or la majorité, loin s'en faut, n'a pas une couleur politique caractérisée. Elle n'appartient pas à un parti et a même la ferme volonté de s'en démarquer, justement par désaffection de la classe politique. Ceci étant, nous appliquerons à leur mouvement la même analyse que précédemment pour apprécier son idéologisation.

Dans un premier temps, nous observons que le concept général du mouvement étudiant chilien s'inscrit dans une vision spécifique de la société, celle d'une véritable démocratie, égalitaire et juste. C'est sur cette base qu'ils réclament une éducation publique, donc la reprise en main par l'Etat de la fonction éducative. Il s'agit là d'un système de pensée et de valeurs fondé sur l'idée démocratique. Nous sommes donc bien en présence d'une idéologie selon l'approche qu'en fait Destutt. Mais la différence avec le système néolibéral en vigueur est que cette vision n'est pas imposée par une minorité, mais revendiquée par la masse des citoyens.

La question sous jacente est donc de savoir si la notion de démocratie est idéologique. Historiquement, non. Les démocraties se sont toujours démarquées des systèmes totalitaires en invoquant le caractère idéologique de ces derniers. Ils se caractérisent en effet par une panoplie de critères spécifiques qui les différencient des premières : la promotion d'un système de pensée imposé par l'endoctrinement et la force, la présence d'une structure rigide plus souvent au service du système ou de ses dirigeants que du

peuple qu'ils administrent, la restriction des libertés voire leur absence. Néanmoins, les démocraties ont aussi été amenées à adopter des mesures relevant d'un autoritarisme similaire. Soit dans des situations de crise ou de guerre, donc exceptionnelles et de durée limitée, soit, et nous le constatons aujourd'hui, à cause de dérives ponctuelles qui peuvent s'avérer durables, mais endossant l'habillage démocratique. Nous rencontrons même des cas plus inquiétants où la démocratie fait valoir ses principes grâce à une politique de communication agressive, qui n'a d'égal que la propagande, faisant de la notion même un dogme. Et comme l'écrit Jacques Ellul, « l'homme qui y adhère est vidé de ce qui fait la démocratie elle-même : l'homme qui a des idées démocratiques ainsi diffusées est un homme totalitaire »23. Un Etat se disant démocratique opérant une telle transformation n'est plus représentatif de la démocratie. Or ce phénomène est aujourd'hui malheureusement très répandu. L'assujettissement de l'individu au consumisme, la désaffection du citoyen à l'égard du monde politique, l'immixtion du monde des affaires dans celui de la politique et le monopole qu'ils exercent sur les médias sont les signes inquiétants d'un système de valeurs en perte de repères, donc en dégénérescence.

Selon Jean Baeckler, ce n'est pas le processus démocratique qui est en cause, mais la vision idéologique que l'on pourrait avoir de la démocratie qui occulte le premier.24 Il s'agit davantage de l'interprétation de celle-ci que de son essence. Il ajoute que la perception idéale ou idéaliste d'un système démocratique rend, à la lumière des problèmes que celui-ci présente de lui, aujourd'hui dans le monde, une vision négative, donc idéologique de ce qu'il est. Selon lui, la démocratie n'est pas en soi idéologique. Il précise d'ailleurs qu'elle se distingue par l'absence de la violence. « En democracia- se trata probablemente de su regla primera- el uso de la violencia siempre es ilegitimo, salvo contra los enemigos exteriores y los criminales del interior. »25 Cependant même cette régle d'or semble souvent foulée aux pieds. Il suffit de suivre le cours des évènements récents aussi bien en Europe, qu'aux Etats Unis ou en Amérique latine pour constater que les états dits démocratiques répriment avec une brutalité disproportionnée les mouvements de revendication de leurs citoyens. Je citerai la répression des manifestants en Grèce, celle des « indignés » à New York ou encore les récentes manifestations au Chili. Si la démocratie est un processus de démocratisation qui s'inscrit dans le temps, nous ne pouvons nier que son idéologisation est un écueil permanent contre lequel il nous faut lutter inlassablement.

Le cas chilien soulève une seconde question, celle de la représentation utopique. Les étudiants chiliens réclament un système qu'eux-mêmes n'ont pas connu. En effet ils appartiennent à une génération post dictatoriale et se font les promoteurs d'un système dont ils n'ont eu connaissance qu'à travers leurs parents et grands parents. Car le système politique et éducatif qu'ils défendent fut celui des années 60 et 70, et principalement celui du régime d'Allende. Cette interprétation n'est donc pas le fruit d'une expérience vécue, mais celui d'une certaine vision transgénérationnelle, sans nul doute idéalisée. Se pose alors le problème de l'idéologisation de cette vision produit d'une mémoire. Nous nous situons à la frange de l'idéologie sociologique (transmission de mémoire au sein d'une famille, ou d'un groupe). Les enfants éduqués selon certains principes, imprégnés de concepts inhérents à leur famille ou au groupe auxquels ils

appartiennent, reproduisent ou rejettent, par mimétisme ou par conviction, selon la relation établie avec ceux-là, ces mêmes idées, ces mêmes comportements. Ils peuvent en faire des vérités absolues ou les rejeter par esprit de contradiction systématique sans même s'interroger sur leurs fondements. La représentation qu'ils s'en font comporte une consonance idéologique. Michel Vovelle attribuerait ce processus davantage aux mentalités qu'à une réelle vision idéologique. Car il ne s'agit pas seulement de la transmission d'un concept intellectuel de pensées et de valeurs, mais aussi le résultat d'actions et de comportements[26]. Selon lui, la différence se situe à cet endroit et se vérifie dans la longue durée. Car les mentalités s'avèrent irréductibles aux causalités externes ou monales comme le tout économique ou le tout social. Cette affirmation se vérifie effectivement dans une rétrospective historique sur le long terme, comme nous l'avions nous-mêmes constaté et démontré dans notre étude de l'évolution des mentalités russes malgré l'imprégnation autoritaire de l'idéologie communiste en URSS.[27] Mais nous avions aussi constaté que l'idéologie avait à son tour érodé les mémoires et en avait transformé les valeurs. L'affirmation de Vovelle doit donc être relativisée.

La conséquence est que cette représentation idéalisée contribue à une vision utopique du système, comme l'a caractérisé Althuser. Dans le cas des jeunes chiliens, affirmer que l'éducation publique est la panacée tient de la représentation idéale. D'une part l'histoire démontre que l'enseignement public a eu lui aussi une fonction idéologique. Je citerai le cas de l'éducation française sous la Troisième république. Elle a eu un objectif normatif indéniable. Il s'agissait de modeler un esprit civique national. Ce fut le cas aussi au Chili, afin de créer une identité nationale. On a développé un enseignement public imposant une langue, l'espagnol, une histoire, celle de la « Conquista » plutôt que celle des peuples originels et des comportements importés d'Europe. D'autre part si elle exerce une véritable processus de promotion sociale, celle-ci n'a certainement pas l'effet idéal que l'on veut lui attribuer. En France, nous avons eu des présidents de la république, des hommes d'Etat de valeur ou des scientifiques de renom qui ont bénéficié de cet enrichissement culturel et intellectuel, mais nous devons aussi reconnaître qu'ils font partie des exceptions. Car si l'accès à l'éducation publique répond au droit de tous, et si elle contribue à niveler les différences, celles-ci persistent. Un fils d'ouvrier aussi brillant soit-il ne peut pas bénéficier de l'apport culturel de son environnement social comme en profite un fils d'une famille aisée, du moins dans le cadre du système éducatif traditionnel. L'historien Gabriel Salazar décrit remarquablement le processus de mise en place d'une élite chilienne, « propriétaire du pouvoir et des richesses », en dépit d'un effort éducatif qui se voulait accessible à tous[28]. D'autres facteurs entrent en jeu : l'éducation reçue initialement, la culture acquise et le phénomène des réseaux renforcés par les a priori quant à l'origine lorsque le jeune se retrouve sur le marché du travail. L'égalité des droits se heurte à l'inégalité des origines sociales donc des chances de réussite. L'idée d'un nivellement social grâce à la seule éducation publique est donc une fausse bonne idée. Et l'idéaliser conduit à une fausse interprétation. La représentation utopique comporte inévitablement les germes de l'idéologisation. La suite dépendra de la valeur que l'on attribuera à cette interprétation. Si elle est acceptée dans son intégralité sans une lecture critique, elle

mène sur le chemin de l'idéologie. Si en revanche, les individus la passent au crible de la réflexion et de la critique, sa tendance idéologique sera sinon balayée, du moins sérieusement remise en cause. Elle ne sera plus perçue comme une vérité absolue, mais comme un facteur favorable auquel il importera d'en adjoindre d'autres pour parvenir à une situation plus équitable. Là encore les germes d'une idéologisation sont patents.

Toutefois, cette assertion est relativisée par le fait que le mouvement étudiant reçoit un large appui transversal, notamment des parents d'élèves (les « apoderados »). Or ceux-ci n'ont pas une perception imaginaire de cette réalité. La plupart ont été éduqués selon les principes d'un enseignement public de qualité. La représentation qu'ils s'en font et dont ils transmettent la mémoire n'a rien de virtuel. C'est du vécu, donc du réel, même si les conditions de l'époque ont peu de trait commun avec la situation actuelle. C'est véritablement un référent mémoriel et non plus une réinterprétation, même si elle est décrite et perçue comme un idéal.

Le dernier point nous intéressant est sa logique, le cours suivi par l'application méthodique des principes fondamentaux qui peut conduire à des abus, des dérives comme l'avait démontré Annah Arendt. L'ancrage des revendications se situe sur le terrain démocratique. Il repose sur des valeurs : l'égalité des droits, la liberté et le respect de l'autre. Or pour faire respecter ces valeurs, dans le contexte intransigeant donc conflictuel qui caractérise notre forme traditionnelle de pensée et le système actuel, il faut faire entendre sa voix de plus en plus fortement, souvent violemment, aussi bien dans le langage, que malheureusement dans l'action. Le risque de dérapages est un écueil constant, tout comme celui de l'exclusion. D'une part les slogans brandis sont le plus souvent réducteurs pour être rapidement retenus et répétés. Ils résument des idées au point de les fausser. Car ils ne peuvent, sous leur formulation condensée, engerber toutes les finesses que le principe initial signifie. Adhérer à un slogan, le considérer comme idée fondamentale conduit le plus souvent à l'erreur d'interprétation. Mais sa répétition en fait une sorte de credo, ancré dans la mémoire. Il devient leitmotiv, voire vérité absolue dont on ne doute plus. D'autre part si les manifestants considèrent que le système qu'ils préconisent est le seul viable, s'ils le rendent exclusif, ils se placent d'emblée, bien que tout à fait logiquement selon leur conviction, à la marge des principes auxquels ils étaient pourtant attachés. Ils prennent le risque de marginaliser ceux qui ne pensent pas comme eux et deviennent à leur tour des doctrinaires. La fin pourrait valoir tous les moyens. L'idéal démocratique est alors perverti. C'est bien l'écueil que nous observons, lequel permet aux détracteurs du mouvement de critiquer son intransigeance, sous entendu son sectarisme. Prôner l'idéal démocratique, c'est accepter les différences, vivre avec elles et les rendre coexistantes. Malheureusement, il est très difficile, pour un Etat, de concilier une politique d'éducation publique avec la diversité des demandes, qui plus est la rendre gratuite. Non seulement le coût est élevé et nécessite des priorités, donc des choix, mais surtout chaque être humain est spécifique. Certains sont plus aptes que d'autres à suivre un enseignement classique faisant appel aux seules qualités intellectuelles. Diversifier les pédagogies dans une logique de qualité pour l'adapter aux spécificités individuelles est une réelle gageure.

Et le problème auquel sont confrontés les étudiants chiliens est qu'ils se heurtent à un système particulièrement intransigeant, prêt à défendre bec et ongle ses principes et ses privilèges. Il le fait d'autant plus subtilement qu'il se réclame de la veine démocratique. S'ils se montrent trop conciliants, le compromis obtenu sera toujours insuffisant pour obtenir un changement radical, pourtant nécessaire. S'ils se font trop radicaux, ils versent rapidement dans le sectarisme. La marge de manœuvre est donc étroite.

Mais leur force réside dans le fait qu'ils sont soutenus par une masse de citoyens, dont ils ont capitalisé et cristallisé les demandes. Outre l'appui des parents d'élèves, ont convergé vers eux les ouvriers réclamant une nouvelle loi du travail, les écologistes défendant une nouvelle conception de l'utilisation des ressources naturelles, les mouvements indigènes réclamant le respect de leurs droits ancestraux et l'ensemble des citoyens indignés par les excès des banques et des monopoles économiques. C'est en fait une gigantesque clameur de frustration qui s'exprime, celle de centaines de milliers d'individus que l'idéologie néolibérale a littéralement atomisés. C'est un mouvement citoyen sans étiquette idéologique. Il exprime sa voix, sans doute plus fortement, plus massivement que le peuple chilien ne l'a fait dans l'histoire à cette échelle. Il manifeste son désaccord, comme le lui permet un véritable système démocratique auquel il aspire. A moins de considérer la démocratie comme une idéologie, il ne fait que faire valoir ses droits et la dignité de tout citoyen dans un système qui, lui au contraire, a perdu son label démocratique.

Le mouvement étudiant chilien n'a donc rien d'idéologique, mais il comporte les germes de l'idéologisation qui, dans le système de pensée et de valeurs actuelles, pourraient se développer, donc lui porter préjudice.

Les mouvements citoyens : nouvelles idéologies ?

Le mouvement citoyen chilien s'apparente à ceux qui se sont développés dans le monde entier depuis le début de l'année. Il s'inscrit parfaitement dans celui des « indignés » qui élèvent leur voix contre une idéologie monopolisante. Sans doute parce que beaucoup de ces manifestants réclament davantage de social, on a effectivement tendance à voir dans l'ensemble l'émergence d'une idéologie de gauche. Qu'en est-il réellement ?

Tout d'abord, nous observons que c'est avant tout un mouvement d'indignation contre les abus du système général. Il revendique une véritable vie démocratique dont il se sent dépossédé. Les indignés de Wall Street s'insurgent contre les abus financiers qui ont marqué l'actualité de ces dernières années. Il faut bien reconnaître que le renflouement financier des banques privées conduites à la faillite a été fait avec l'argent provenant du secteur public. Les responsables de cette gabegie n'ont cessé de s'enrichir tout en prenant des risques insensés, alors que le contribuable moyen n'a

cessé de s'appauvrir. Mais, sans lui demander son avis, on l'a forcé à leur venir en aide, parce que la logique du système l'exigeait. Les manifestants grecs ou les indignés de la place du 15 mai à Madrid ont exprimé leur frustration contre ce même système. Ils se rebellent pacifiquement contre les abus perpétrés. Ils réclament en toute légitimité un véritable changement démocratique que leurs états respectifs n'ont pas su leur offrir. Outre des revendications matérielles devenues indispensables dans un monde de plus en plus contrasté, où le fossé entre riches et pauvres ne cesse de s'accroître, ils ne font que faire entendre une exigence démocratique. A ce stade, il n'y a rien d'idéologique.

Cependant leur souhait profond est celui d'un changement de système : plus de contrôle de l'actuel, voire son changement radical. A la logique de l'idéologie néolibérale, ils pourraient opposer une autre tout autant idéologique que la première. Le tout économique serait remplacé par le tout social. Ce ne serait donc qu'une simple substitution qui, poussée à son paroxysme, comporterait les mêmes travers. Les mouvements citoyens du monde entier comportent en effet plusieurs exigences, lesquelles sont souvent le produit d'idéologies diverses. Les écologistes appellent à une redéfinition du système productif et à une nouvelle relation de l'humanité avec son environnement. Les plus radicaux vont même jusqu'à exclure toute logique de progrès. Si le mouvement « Vert » a permis de faire prendre conscience, et nous devons lui en savoir gré, que notre système, par ses caractéristiques prédatrices, conduit à la destruction de notre planète, faire de l'écologie le seul système viable conduit irrémédiablement à une attitude idéologique, car exclusive. Il serait en effet déraisonnable de faire table rase de l'histoire et de balayer d'un trait tous les acquis de la science, de la technique et de la médecine. Remarquons enfin que bien souvent leur logique les conduit à des contradictions stupéfiantes, comme ces écologistes du département de la Manche qui s'opposent à l'installation d'éoliennes, seule source d'énergie non polluante et adaptée aux conditions de cette région. Prenons le cas des mouvements revendiquant leur identité sexuelle. Tout autant que le machisme qui imprègne notre culture au point de rendre naturels notre vocabulaire, nos comportements et notre imaginaire, le féminisme radical est lui aussi idéologique[29]. Si les droits de la femme méritent un respect équitable à ceux de l'homme, les différences entre les deux sexes sont des réalités que l'on ne peut nier sous le prétexte de la parité. Elles doivent être comprises dans leur complémentarité et non leur opposition sous peine de conduire à l'exclusion de l'un ou de l'autre. Le machisme tout comme le féminisme, portés sur des positions radicales, sont des idéologies.[30] Un autre exemple de contradiction stupéfiante est celui des Japonais qui, au nom d'une tradition ancestrale, maintiennent contre toute logique de protection d'espèces animales menacées, la chasse à la baleine. Qu'ils soient des indigènes revendiquant leurs droits ancestraux, des immigrés à la recherche d'un espace pour vivre décemment et librement, des marginaux que les circonstances de la vie ont rendus tels, tous ont le droit d'exprimer leur frustration, tous ont le droit au respect de leur dignité. Un état dit démocratique se doit de prendre en compte leurs revendications. Mais ceci doit se faire selon les principes démocratiques. Or si leur mouvement se fait radical, si ces groupes d'individus se font exclusifs, si leur esprit résistant débouche sur la violence, la représentation qu'ils se font de leurs propres situations et de leurs propres espérances

porte les germes de l'idéologie.

On serait tenté de penser que dans tout système de valeurs et de pensée sommeille une idéologie. Il est vrai que l'idéologie a cette vertu de présenter une conception simplificatrice du monde complexe dans lequel nous vivons. Elle est attrayante justement parce qu'elle propose un concept intelligible, donc sécurisant. Cette impression est toujours renforcée par la propagande qui l'accompagne. Or la nature humaine est ainsi faite. Elle a besoin d'une certaine vision tranquillisante, qui la rassure sur son existence et son futur.

Par ailleurs, en quête d'un système de valeurs idéales, tout individu croit détenir sa vérité et accepte difficilement celle des autres. L'histoire montre bien que, dans notre logique occidentale s'appuyant sur la raison et la puissance de notre intellect, deux grands principes ont servi de matrices à nos visions idéologiques : la logique du progrès scientifique et la vision anthropocentrique. Les deux ont conduit à deux systèmes de pensée et de valeurs. Le premier a fait croire que l'homme était le centre du monde et que son intelligence lui permettrait de le dominer, de se l'approprier, de l'exploiter sans se préoccuper des conséquences. Le second a lui aussi fait croire à la toute puissance humaine, tout en relativisant sa place parmi ses pairs, mais sans plus d'égard pour son environnement. Les deux ont cultivé une illusion : le mythe prométhéen. Une vision simplificatrice dans un monde de plus en plus complexe. Ces représentations, produites de notre intellect, appellent une logique exclusive qui conduit à une perte de références, une démesure anthropocentrique. Et les idéologies d'hier ou celles d'aujourd'hui, parce qu'elles ont cette faculté d'offrir des solutions simplistes, obéissent à ces mêmes représentations. L'homme a oublié ses racines, a fait de son histoire un mythe sans tenir compte ni des autres, ni de son environnement.

En fait pour échapper au processus d'idéologisation, il conviendrait de revoir notre conception générale, notre système de pensée et de valeurs. C'est d'ailleurs le sens que donne au mouvement citoyen en général l'auteur du fameux écrit : « Indigne-toi ! », Stéphane Hessel, lequel servira de référence, quasi planétaire grâce à INTERNET. Son idée est de restaurer les principes d'équilibre, de respect mutuel et de complémentarité afin d'appliquer une nouvelle politique tant à l'égard de notre planète qu'au sein même de nos propres sociétés. Complémentarité, car « on ne peut pas être Yin ou Yan ». Les deux facettes sont complémentaires et indissociables. Respect mutuel, car chaque être a le droit au respect de sa dignité, mais dans la réciprocité, car il doit lui aussi appliquer le même traitement à l'autre. Equilibre, car toute rupture de celui-ci crée des disparités. Il faut donc mettre en place des mécanismes qui garantissent une relative stabilité. Hessel a une vision mondiale et universelle d'un tel changement. Il est certain qu'il a tout à fait raison sur le fond. Mais, dans son application, ce beau projet ne paraît-il pas, à son tour, utopique ? Il n'est pas nouveau en soi, l'Histoire nous en rapporte de nombreux exemples. Et malgré ses nombreux messagers, il n'a guère eu d'échos. De plus, on peut lui rétorquer que ce n'est qu'une autre conception du monde, avec toutes les faiblesses qui caractérisent ce type de projet présenté comme idéal. Ne porte –t-il pas lui aussi les germes de l'idéologie en laissant supposer que « C'est la solution » ? « C'est la Vérité » ?

Si le mouvement citoyen est légitime, s'il ne peut être taxé d'idéologie parce qu'il ne fait qu'exprimer une demande démocratique tout à fait justifiée, il n'échappe pas lui non plus au risque de l'idéologisation. Processus vraisemblablement inhérent à la façon dont l'homme perçoit le monde qui l'entoure et dont il imagine une organisation idéale. Sa projection utopique n'exclut pas toute tendance doctrinaire, donc idéologique.

Je souhaiterais être comme Stéphane Hessel, optimiste, croyant en la dimension positive de l'homme. Malheureusement, je doute sérieusement de cette ambition si l'on persiste dans une conception anthropocentrique et exclusivement intellectuelle de l'homme. Notre erreur réside vraisemblablement à cet endroit. Peut-être nous sera-t-il nécessaire de changer radicalement nos schémas philosophiques, nos valeurs ? Peut-être sera-t-il nécessaire d'introduire dans notre conception de l'homme les autres dimensions qui le composent mais que notre rationalisme a littéralement occultées ? Je pense à sa psychologie, sa sensibilité, son habileté manuelle et sa spiritualité. Je pense à l'homme multidimensionnel, biologique, social, politique comme le suggère Edgar Morin. Faire en sorte que son imagination tienne autant de place que sa raison, que son intelligence ne soit plus seulement l'unique référent, le seul critère qui permette de le situer au dessus des autres êtres vivants. Il s'agira non plus d'en faire un être supérieur, dominateur de la nature qui l'entoure, mais de le ramener au rang d'un parmi d'autres. L'homme devrait être perçu comme un tout dans un tout, poussière vivante en équilibre dans un univers en mouvement. Peut-être est ce à ce prix que nous échapperons au phénomène de l'idéologisation. En attendant cette évolution, les nouvelles idéologies ont de beaux jours devant elles. Le bouillonnement de notre pensée n'aura de cesse d'imaginer d'autres systèmes tous meilleurs les uns que les autres.

1 Je pense aux deux grandes orientations que prendront la plupart de ces pays : le nationalisme pour les uns que certains pousseront jusqu'à la résurgence de coutumes ancestrales ou d'anachronismes politiques tels les empires africains, et le développement pour d'autres avec la multiplication des fameux « éléphants blancs », un endettement inextricable et l'adoption quelques décades plus tard des programmes dits d'ajustement structurel qui s'avéreront tous des impasses et vont les conduire à la ruine.

2 Marc Lazare, « Une passion non éteinte », *L'histoire*, décembre 2010.

3 Lyman Tower Sargent, *Les Idéologies politiques contemporaines*, Nouveaux horizons, 7ème édition, Paris, 1987.

4 Ce pic a été atteint au cours des mois de juillet et d'août. Sondages du CEP et de Audimark, cités par El Mercurio et La Tercera.

5 « Tout se paie ».

6 Je pense aux civilisations latine, musulmane, japonaise, chinoise et inca pour ne citer qu'elles.

7 Annah Arendt, *Le système totalitaire*, Editions du Seuil, 1972, p.216.

8 Lyman Tower Sargent, opus cité, pp.2-3.

9 Rapport OCDE 2011, cité par El Mercurio et La Tercera, juillet- août et septembre 2011.

10 Etude dirigée par Margarita Iglesias Saldaña, professeure chargée de la coordination des études, Université du Chili, Facultad de ciencias filosoficas y historia, Santiago, citée par El Siglo nº9284 du 11 au 17 novembre 2011, p. 11.

11 Idem. "Jamais le système éducatif chilien n'a été autant discriminant et injuste. »

12 Le 25 octobre 2011, 1 euro = 693 pesos et un dollar = 502 pesos. En euros, le Revenu minimal mensuel serait donc de 257 euros ou 360 dollars.

13 La chambre chilienne a fini par adopter le budget, le 29 novembre 2011, après un relèvement significatif de celui de l'éducation, mais avec 58 voix contre 55, grâce à l'appui inattendu de 2 députés indépendants et 1 du PRO. La confédération étudiante et les partis de la Concertation s'y opposent résolument.

14 Ils ont majoritairement voté cette décision les 26 et 27 octobre.

15 Article « *La propagande du régime militaire chilien de 1973 à 1991 »,* Jacques Le Bourgeois, Cahiers de psychologie politique, janvier 2011.

16 Naomi Klein, *la doctrina del shock, el auge del capitalismo del desastre*, Paidós, Barcelona, 2007. "De este laboratorio vivo emergio el primer Estado de la Escuela de Chicago, y la primera victoria de su contrarevolucion global". P.106.

17 Idem. p.39.

18 Friedman sera littéralement adulé comme un « gourou » de l'Economie. Water Heller, économiste du gouvernement Kennedy, qualifiera de secte le groupe de Friedman.

19 Chiffres extraits de l'enquête réalisée par l'Université Diego Portalès (privée) en octobre 2011.

20 Je me réfère aux traitements de choc décrits par Naomi Klein dans son ouvrage déjà cité.

21 Voir les derniers rapports de Bernard Logan tant sur l'Egypte que sur la Libye.

22 Stephane Hessel, *¡Compromete !,* Editions Destino, 2011, p.54.

23 Jacques Ellul, « Propagande et démocratie », *La propagande*, L'esprit du temps, 2006, pp.79.

24 Jean Baeckler, *Brevario de la democracia*, ediciones UNESCO, 1996. pp.2-3.

25 Opus cité, p.94.

26 Michel Vovelle, *Ideologias y mentalidades, Ariel*, 1985, “Conjunto de representaciones, pero también practicas y comportamientos conscientes e inconscientes.” pp.11.

27 Jacques Le Bourgeois, *La propagande soviétique au tyravers des affiches de propagande politique, les affiches, miroir de l’histoire et reflet des mentalités*, thèse de doctorat d’Histoire, Université de Caen, 2007.

28 Gabriel Salazar, *Del poder constituyente de asalariados e intelectuales (Chile, siglos XX y XXI)*, LOM, 2009. “En Chile, la politica ha sido una actividad privativa de los vencedores que impusieron con respaldo armado la contitucion política que les acomodaba.”p.6.

29 Lyman Tower Sargent, *Les idéologies politiques contemporaines*, Nouveaux horizons, 7ème édition, 1987. « Comme le racisme, le sexisme repose sur la conviction que certains groupes d`êtres humains, les femmes ou les noirs par exemple, sont inférieurs à d’autres, les hommes ou les blancs. » p.220.

30

Arendt Annah, *Le système totalitaire*, Editions du Seuil, 1972.

Baeckler Jean, *Brevario de la democracia*, ediciones UNESCO, 1996.

Ellul Jacques, « Propagande et démocratie », *La propagande*, L’esprit du temps, Paris, 2006.

Hessel Stephane, *¡Compromete!,* Editions Destino, 2011.

Klein Naomi, *la doctrina del shock, el auge del capitalismo del desastre*, Paidos, Barcelona, 2007.

Lazare Marc, « Une passion non éteinte », *L’histoire*, décembre 2010.

Le Bourgeois Jacques, *La propagande soviétique au travers des affiches de propagande politique, les affiches, miroir de l’histoire et reflet des mentalités*, thèse de doctorat d’Histoire, Université de Caen, 2007.

Le Bourgeois Jacques, « *La propagande du régime militaire chilien de 1973 à 1991»,* Cahiers de psychologie politique, janvier 2010.

Salazar Gabriel, *Del poder constituyente de asalariados e intelectuales (Chile, siglos XX y XXI)*, LOM, 2009.

Tower Sargent Lyman, *Les idéologies politiques contemporaines*, Nouveaux horizons, 7ème édition, 1987.

Vovelle Michel, *Ideologias y mentalidades*, Ariel, 1985.

El Siglo nº 9284 du 11 au 17 novembre 2011.

El Mercurio, Tous les numéros de juillet-août et septembre 2011

La Tercera, Tous les numéros de juillet-août et septembre 2011

Rapport de l'OCDE 2011.

Rapport de la Universidad Diego Portales, Santiago, Chile, 2011